



dirigé par

Clément Therme

L'Iran et ses rivaux

Entre nation et révolution

PASSÉS / COMPOSÉS



L'Iran et ses rivaux

Dirigé par
Clément Therme

L'Iran et ses rivaux

Entre nation et révolution

PASSÉS/COMPOSÉS

ISBN : 978-2-3793-3083-4

Dépôt légal – 1^{re} édition : février 2020

© Passés composés / Humensis, 2020

170 bis, boulevard du Montparnasse, 75680 Paris cedex 14

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » (article L 122-5) ; il autorise également les courtes citations effectuées pour un but d'exemple ou d'illustration. En revanche, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (article L 122-4). La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au CFC (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Sommaire

Introduction, par Clément Therme.....	7
Chapitre 1. L'obsession iranienne : les États-Unis au défi des (dés)équilibres régionaux, par Annick Cizel.....	17
Chapitre 2. La Chine : vers une intégration de l'Iran dans la sphère d'influence de Pékin ?, par Thierry Kellner.....	37
Chapitre 3. La Russie dans la politique régionale de l'Iran : allié ou concurrent ?, par Clément Therme	53
Chapitre 4. L'Iran et le Caucase du Sud : la prudence de Téhéran, par Hayk Martirosyan	67
Chapitre 5. État et minorités en Iran : les enjeux de la question kurde, par Massoud Sharifi Dryaz.....	81
Chapitre 6. La Turquie et l'Iran : deux navires amiraux dans la tempête du Proche-Orient, par Michel Duclos.....	95

L'Iran et ses rivaux

Chapitre 7. L'Iran vu par Israël : de la doctrine de la périphérie à la menace existentielle, par Élisabeth Marteu	109
Chapitre 8. La France, l'Iran, la prolifération nucléaire, par François Nicoullaud	123
Chapitre 9. Les relations Iran-Arabie saoudite : la rivalité structurante, par Louis Blin	143
Chapitre 10. Les relations entre l'Amérique latine et l'Iran : un panorama contrasté, par Élodie Brun	163
Chapitre 11. L'Iran en Afrique subsaharienne, par Marc-Antoine Pérouse de Montclos	179
Association France-Eurasie.....	197
Biographies des auteurs	201

INTRODUCTION

L'Iran et ses rivaux, 1979-2020

Clément THERME

Plus de quarante ans après la révolution islamique de 1979, la question de l'intégration de l'Iran dans son environnement régional et de sa place au sein de la « communauté internationale » n'est toujours pas réglée. Pour les néoconservateurs américains, la République islamique d'Iran n'est pas un État « normal » : c'est un « État voyou » selon l'administration Clinton, un membre de « l'axe du mal » (administration Bush), voire un « État préoccupant » (administration Obama) et désormais une « nation terroriste » (administration Trump). Certains rivaux de l'Iran, comme Israël, l'Arabie saoudite et, dans une moindre mesure, les Émirats arabes unis alimentent ce discours américain d'une anormalité de la République islamique. Ces analyses mettant en évidence une spécificité iranienne sont fondées, vu de l'Occident, sur la dimension révolutionnaire de la politique étrangère de Téhéran, en particulier depuis 1979, et sur son antisionisme militant qui s'accompagne d'une remise en cause de l'Holocauste en tant que fait historique établi. Vu de la rive arabe du golfe Persique, la problématique de la question révolutionnaire iranienne se pose de manière différente : il s'agit de contester l'ambition de la révolution islamique de parler au nom de l'ensemble des musulmans

et de se présenter comme le leader des pays musulmans sur la scène internationale. De plus, la double nature – religieuse et politique – de la fonction de guide suprême pose la question du respect par la République islamique de la souveraineté des États qui ont une minorité religieuse chiite. Cette volonté de la République islamique de parler directement aux populations musulmanes de la région est apparue intolérable aux yeux des dirigeants du Moyen-Orient dont l'autorité a été remise en cause lors des printemps arabes à partir de 2011. Le paradoxe de cette dimension révolutionnaire de la politique étrangère iranienne est qu'à l'intérieur des frontières du pays, des mouvements sociaux se multiplient depuis la seconde partie des années 1990, remettant en cause l'autorité de l'État théocratique et la légitimité de l'idéologie khomeyniste qui constituent le cœur des valeurs défendues par la révolution islamique.

Par ailleurs, l'idée se répand que l'Iran aurait des ambitions « hégémoniques », voire « impériales », sur la scène régionale. Cette dimension « nationaliste » ou « impérialiste » attribuée à l'Iran se confond, en particulier dans le monde arabe, avec celle, révolutionnaire, de la République islamique. Pourtant, si dans le discours politique intérieur on a vu émerger un islamo-nationalisme, force est de constater que, en présence des pays musulmans, la République islamique s'efforce de mettre en avant le volet religieux de l'identité du régime plutôt que sa dimension nationale. Bien sûr, dans l'imaginaire des élites politico-religieuses, les deux se confondent. Mais ce discours est désormais contesté, avec les manifestations contre le régime (2009, 2017-2018 et novembre 2019) et à l'extérieur, où les communautés soutenues par la République islamique, que ce soit en Irak,

Introduction

dans le golfe Persique, au Pakistan ou en Afghanistan, renvoient souvent les religieux iraniens à leur identité ethno-nationale. Cette persistance de l'idée de nation en Iran peut prêter le flanc à deux attitudes contradictoires : soit elle est instrumentalisée pour justifier une nouvelle période d'isolement économique auprès de l'opinion publique iranienne, soit elle sert de fondement à une redéfinition de la politique étrangère plus conforme aux intérêts nationaux, notamment dans le domaine économique.

On assiste donc en Iran, de manière concomitante avec les mouvements sociaux libanais et irakien de l'automne 2019, à la réémergence dans l'espace public d'une nouvelle forme de nationalisme : le patriotisme économique par le bas. Il s'agit d'une demande de prise en compte de la vie quotidienne de la population avec des revendications sur le pouvoir d'achat, la lutte contre la corruption, le clientélisme et une demande de réforme du système politico-économique vers plus de transparence. Ce gouvernement de technocrates se manifeste par un dédagisme de l'ensemble de la classe politique : en Iran, la majorité de la population renvoie désormais dos à dos « modérés » et « conservateurs ». La question reste néanmoins posée d'une transformation en force politique d'un mouvement social portant cet idéal de patriotisme économique en Iran.

Après le retrait américain de l'accord sur le nucléaire du 14 juillet 2015, en 2018, l'Iran a un temps tenu ses engagements, avant de changer de ligne au mois de mai 2019, faisant craindre un embrasement. Un risque qu'a renforcé l'attaque du 14 septembre 2019 sur des installations pétrolières saoudiennes, imputée à Téhéran par les États-Unis et l'Arabie saoudite. La situation géostratégique de tensions

militaires accrues au Moyen-Orient est essentiellement liée au retrait américain de l'accord sur le nucléaire iranien. Cette décision a créé les conditions d'une confrontation militaire potentielle avec la République islamique : en déclenchant une confrontation économique avec elle, en prenant des mesures qui conduisent à réduire à zéro les exportations pétrolières iraniennes, les États-Unis ont pris le risque d'un affrontement militaire avec Téhéran. Sur le plan économique, l'Iran n'a pas les moyens de rivaliser avec Washington, avec des exportations pétrolières de 200 000 à 400 000 barils par jour en septembre 2019.

C'est pourquoi Téhéran construit une réponse asymétrique susceptible de créer des conditions nouvelles dans la région, afin que le *statu quo* ne soit pas la meilleure option pour ses voisins. L'idée iranienne, c'est que la politique de pression extrême des États-Unis sur son pétrole ait aussi un coût pour les autres exportateurs régionaux : en premier lieu, l'Arabie saoudite qui, jusqu'à maintenant, a profité de l'embargo américain pour s'emparer des parts de marché iraniennes. L'Iran peut riposter en utilisant ses réseaux d'influence au Moyen-Orient, même s'ils ne constituent pas l'ensemble homogène souvent comparé de manière caricaturale à un « Hezbollah régional ». Dans un contexte de guerre économique américaine contre l'Iran, ces réseaux ont une double fonction : contourner les sanctions économiques américaines et servir de leviers pour dissuader les États-Unis de lancer une action militaire contre l'Iran.

Au-delà de cette dimension défensive, ils ont également la fonction de diffuser l'idéologie de la révolution islamique. Depuis l'invasion américaine de l'Irak en 2003 et les « printemps arabes » de 2011, qui ont conduit à un affaiblissement

Introduction

de certains États arabes, la République islamique a pu construire des réseaux d'influence dont la dimension idéologique est structurante. Paradoxalement, cette influence idéologique apparaît aujourd'hui plus forte à l'extérieur des frontières de l'Iran – au Pakistan, en Afghanistan, en Irak et au Liban par exemple – que dans le pays lui-même. Cependant, les révoltes libanaises et irakiennes de l'automne 2019 montrent les limites du *soft power* de la République islamique d'Iran. Les slogans anti-iraniens révèlent que l'Iran ne représente pas un modèle positif. Ainsi, le modèle théocratique iranien n'est pas pertinent dans des sociétés diverses et multiconfessionnelles où les citoyens chiites ne constituent pas une écrasante majorité de la population. Cette fusion théologico-politique (théorie de la tutelle du juriste-théologien, *velayat-e faqih*) n'est d'ailleurs revendiquée que par une minorité des chiites au Moyen-Orient. Enfin, la mauvaise santé de son économie ne permet pas à l'Iran de faire rêver les populations de la région puisque la jeunesse iranienne elle-même aspire à l'exil et reste majoritairement fascinée par la réussite économique occidentale en général et le succès économique américain en particulier. En revanche, les réseaux d'influence iraniens se nourrissent idéologiquement des sentiments antiaméricains qui sont très présents dans la région en raison notamment des erreurs de la politique étrangère américaine (guerre d'Irak en 2003, retrait de l'accord sur le nucléaire en 2018 ou abandon des Kurdes en 2019). À cela s'ajoute le cynisme de l'Occident en matière de droits de l'homme comme le montrent les ventes d'armes de Washington, Paris ou Londres qui alimentent le conflit au Yémen et contribuent au désastre humanitaire dans ce

pays. Autrement dit, le *soft power* iranien se nourrit plus des contradictions occidentales, du fait notamment de leurs alliances avec les régimes autoritaires du Golfe qui signent la fin du discours sur les « valeurs » dans la politique étrangère des États démocratiques, que de l'exportation d'un « modèle socio-économique » vertueux que l'on pourrait appliquer aux autres pays de la région. Avec ces révoltes irakiennes et libanaises de l'automne 2019, la République islamique est de plus en plus perçue comme une force réactionnaire qui s'oppose à la révolution démocratique dans ces pays. Il existe également une solidarité démocratique symbolique entre révoltes arabe et iranienne qui ont pour but non pas de proposer un projet politique fondé sur l'idée de créer un homme nouveau mais plutôt d'assurer l'existence d'un homme normal. Les revendications économiques sont d'ailleurs au centre de ces révoltes qui visent des élites corrompues et prédatrices de la richesse de leurs pays respectifs. À cette dimension régionale de la convergence des luttes sur le plan idéologique répond une coopération régionale pour réprimer les mouvements sociaux du Liban à l'Iran en passant par l'Irak. Du projet d'axe de la résistance porté par la République islamique on est passé à un axe contre-révolutionnaire porté par un État qui se dit lui-même révolutionnaire. Cela s'explique par l'absence de l'islamisme comme idéologie de remplacement des régimes en place ou comme facteur de mobilisation sociale en Irak, au Liban et en Iran. Ce nationalisme par le bas s'apparente à un patriotisme économique qui remet en cause la capacité des élites politiques iranienne, irakienne et libanaise à défendre les intérêts économiques de leurs pays respectifs. Il s'agit également de mouvements sociaux largement

Introduction

supraconfessionnels et supracommunautaires qui se développent en 2019 dans ces trois pays. Les principes de l'idéologie khomeyniste – l'islamisme d'État, l'idéologisation de la religion chiite et la tutelle du juriste théologien – imprègnent surtout les obligés du système. Au sein des sociétés, c'est bien la demande de normalité qui prévaut. Il n'y a pas d'utopie ou de projet politique alternatif clairement identifié mais une demande d'amélioration de la vie quotidienne et une volonté populaire de voir les élites politiques se focaliser sur le développement socio-économique de leur pays.

Dans cette crise, la politique américaine ne suit pas une ligne claire, car elle est affectée par la cohabitation de plusieurs centres de décision. D'un côté, Donald Trump voudrait que sa politique de pression maximale conduise à une rencontre avec le président iranien. De l'autre, certains membres de son administration, issus de la mouvance des néoconservateurs apparue à l'époque de George W. Bush, souhaitent un changement de régime en Iran. Cette contradiction paralyse la position américaine et ne laisse pas d'autre solution à l'Iran que de se préparer à la confrontation à venir.

Les États-Unis ont placé l'Iran dans l'impasse, car le risque de l'effondrement économique est réel pour ce pays, qui a connu une récession de près de 9,5 % et une inflation de plus de 43 % pour l'année 2019. De plus, la décision de tripler le prix de l'essence prise au mois de novembre 2019 pourrait avoir un effet inflationniste ajoutant plus de 4 % au taux d'inflation qui est déjà très élevé pour les premiers mois de l'année 2020. Les pressions économiques de Washington ont conduit les dirigeants iraniens à faire le choix d'une plus grande tension sécuritaire dans la région, ce qui augmente le risque d'un

affrontement avec les États-Unis, qui changerait la donne régionale. À moins qu'ils parviennent à contourner le blocus américain en exportant leur pétrole en direction de la Chine, de la Russie et de l'Union européenne.

Si d'autres pays importateurs pouvaient compenser les pertes économiques iraniennes, alors le régime renoncerait-il peut-être à sa politique de surenchère. Cependant, les forces radicales en Iran poussent à l'affrontement avec les États-Unis, car elles n'ont pas intérêt à une ouverture économique du pays qui menacerait leurs ressources économiques provenant du contournement des sanctions économiques américaines. De son côté, la population iranienne espère une politique axée sur le développement économique qui permettrait d'éviter une confrontation militaire avec les États-Unis. Mais si la position américaine se raidit encore, alors, sous l'effet de la peur, elle risque de faire le jeu des durs du régime et de la priorité donnée aux questions sécuritaires.

Ces tensions actuelles posent la question du changement de régime en Iran après 1979 et du bouleversement du positionnement international du pays. Ainsi, la révolution islamique de 1978-1979 a transformé le regard du monde sur l'Iran. Avant la révolution iranienne, le chah invoque la figure de Charles de Gaulle pour défendre sa stratégie internationale. Si la comparaison semble plus pertinente pour comprendre la figure du Premier ministre déchu Mossadegh qui était un nationaliste iranien, force est de constater qu'à la période pahlavie tardive, Mohammad Reza Pahlavi développe une stratégie plus indépendante sur la scène internationale. Ainsi, à partir de 1962, les relations irano-soviétiques entrent dans une phase de détente facilitée par la mise en

Introduction

place de coopérations économiques et militaires bilatérales. Cette nouvelle dynamique est facilitée par le refus du chah d'accueillir des missiles américains sur le territoire iranien. Dans le même temps, les autorités soviétiques apportent leur soutien à la révolution blanche de 1963, initiée par le chah, alors qu'elle suscite, à l'intérieur du pays, l'opposition des religieux réactionnaires. En conséquence de ce rapprochement, Moscou décide également d'interrompre ses programmes de radio et la parution de la presse soviétique en persan, hostiles au régime du chah. Le chah avait une vision politique et géopolitique de la position de l'Iran au Moyen-Orient face à l'Union soviétique. Selon Akbar Etemad, père fondateur du programme nucléaire iranien, le chah cherchait en permanence à équilibrer les forces extérieures pouvant influencer l'Iran en jouant par exemple les Soviétiques contre les Britanniques dans la région du golfe Persique. Dans le cadre de cette politique extérieure équilibrée, il ne souhaitait pas heurter les Soviétiques de front, et ce, malgré son opposition déterminée aux mouvements communistes. Il s'efforçait de développer les relations commerciales avec tous les pays communistes, privilégiant en particulier des relations économiques avec la Roumanie, la Pologne, la Hongrie ou la Tchécoslovaquie. Cette politique d'équilibre n'empêche pas un ancrage clair du régime impérial dans le camp militaire occidental pendant la guerre froide. Ce qui change avec la prise du pouvoir des révolutionnaires khomeynistes, c'est que la principale menace pour la sécurité nationale n'est plus comme pour le régime impérial le grand voisin du nord soviétique mais le « Grand Satan » américain. De gendarme du Golfe sous le règne du chah (1941-1979), le pays est devenu une République islamique apparaissant comme

L'Iran et ses rivaux

une puissance déstabilisatrice, pour nombre de ses voisins majoritairement arabes comme pour Israël. Les chercheurs n'ont cessé de se questionner sur la nature de la politique régionale de Téhéran. Après la Révolution, la République islamique a construit avec ses voisins des relations fondées sur l'idéologie khomeyniste et tenant compte des questions de sécurité. Plus récemment, Téhéran est devenu un partenaire de la Russie dans la lutte contre le djihadisme ; mais, selon les États-Unis, l'aide iranienne contre cette idéologie est elle-même potentiellement dangereuse, puisqu'elle favorise l'émergence des forces armées organisées en milices alliées de la République islamique depuis l'intervention américaine en Irak (2003) et les débuts de la révolution syrienne (2011). Le présent ouvrage étudie la diplomatie iranienne après 1979 en s'intéressant aux nouvelles relations de l'Iran, qu'il s'agisse de ses rivaux ou des nouveaux partenariats nés notamment de la priorité donnée par Téhéran à son opposition à la domination de Washington, sur les affaires tant régionales qu'internationales.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- ANSARI, Ali M., *The Politics of Nationalism in Modern Iran*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.
- ARJOMAND, Saïd Amir, *After Khomeini. Iran Under His Successors*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2009.
- DJALILI, Mohammad Reza, KELLNER, Thierry, *Histoire de l'Iran contemporain*, Paris, La Découverte, 2010.
- KHOSROKHAVAR, Farhad, ROY, Olivier, *Iran. Comment sortir d'une révolution religieuse*, Paris, Seuil, 1999.
- RICHARD, Yann, *L'Iran de 1800 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2016.

CHAPITRE 1

L'obsession iranienne : les États-Unis au défi des (dés)équilibres régionaux

Annick CIZEL

Le 25 juin 2019, Donald Trump affirmait à un journaliste qui l'interrogeait sur les risques de guerre avec l'Iran : « Je n'ai pas besoin de stratégies de sortie. ». Cinq jours auparavant, le peuple américain et la communauté internationale apprenaient qu'en riposte à l'attaque iranienne d'un drone de surveillance américain au-dessus du détroit d'Ormuz, le président des États-Unis avait renoncé à une frappe aérienne sur l'Iran dix minutes avant l'impact, préférant lancer une attaque cyber, comme l'a révélé depuis le *New York Times*. L'escalade entre les deux ennemis atteignait un point culminant, conséquence d'une relation déterminée tout à la fois par les alignements de la guerre froide, un traumatisme vieux de quarante années, et la refonte en cours des relations internationales.

Nombreux sont les observateurs à s'interroger sur l'absence de « grande stratégie » au sein de l'administration Trump. Si les lignes de force restent floues dans les textes de cadrage commis en 2017-2018 au-delà de la stigmatisation de la Chine et de la Russie, puissances « révisionnistes » attelées, selon Washington, à défaire l'ordre mondial de 1945, la diabolisation de la République islamique d'Iran ne connaît pas de répit. Les justifications sont

implacables : l'Iran, « premier État soutien du terrorisme au monde » et « régime hors la loi », selon la terminologie du secrétaire d'État Mike Pompeo, serait une menace de premier ordre pour les intérêts de l'Amérique et de ses alliés régionaux, pour l'approvisionnement pétrolier planétaire du fait de sa contiguïté territoriale avec le golfe Persique, le détroit d'Ormuz et le golfe d'Oman, relais du Moyen-Orient vers la zone indopacifique, prioritaire au Pentagone.

Si l'on devine en creux une volonté partisane de défaire l'héritage du prédécesseur démocrate Barack Obama, auréolé de l'aboutissement du *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPOA) le 14 juillet 2015, conclu avec les autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU (Chine, France, Russie, Royaume-Uni), augmentés de l'Allemagne (le « P5+1 ») et des bons offices du sultanat d'Oman, la vindicte des « faucons » républicains au sein de l'exécutif comme du Congrès américain relève aussi d'un nationalisme unilatéraliste vengeur : si la prise d'otages à l'ambassade des États-Unis à Téhéran en novembre 1979 parachève la révolution islamique iranienne, elle humilie la superpuissance américaine, incapable une nouvelle fois, si peu de temps après la débâcle vietnamienne, de reprendre à son compte le cours de l'histoire mondiale.

Structurellement, le retrait républicain du JCPOA le 8 mai 2018 renverse le rééquilibrage stratégique régional négocié par Obama, et, bien que sous le coup des « pires sanctions de l'histoire », comme aime à le répéter le président Trump, la « bête noire » des États-Unis, profitant de l'affaiblissement relatif des autres puissances régionales et du rayonnement politique et militaire de ses